

-20% sur le dédouanement des véhicules d'occasion jusqu'au 15 novembre 2025

Mesure de dépréciation de 20% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS ☎ 8201

Togo
Marguerite Gnakadé entendue par les services compétents P.3

N° 932 du 19 septembre 2024 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

OTR

Soyez vigilants, ne vous faites pas avoir !

Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, il est interdit :

- de s'inscrire via whatsapp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)

☎ 8201



Togo P.2

15 JOURS POUR EVALUER L'OTR

Mango: Le Sénateur Noël Depoukn fait don de 100 tables-bancs et du matériel didactique pour une valeur de plus de 5 millions FCFA P.4



TOGO

15 JOURS POUR EVALUER L'OTR

L'Office Togolais des Recettes (OTR) accueille, du 15 au 30 septembre 2025, une mission internationale d'évaluation de ses performances fiscales dans le cadre de la méthodologie TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool).

Conduite par des experts du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, de l'ATAF et de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) de France, cette mission a pour objectif d'analyser de manière objective l'efficacité des réformes fiscales entreprises et les résultats atteints par l'OTR.

Le Commissaire général de l'OTR, Dr Philippe Kokou Tchodié, a



réaffirmé l'engagement de ses équipes à assurer la qualité de ce processus.

Il a souligné que cette deuxième évaluation, après celle réalisée en 2019, constitue une étape clé pour consolider la modernisation et la crédibilité de l'administration fiscale togolaise.

Les conclusions attendues devraient orienter de nouvelles réformes et renforcer davantage la performance du système fiscal national.

Source : ledefenseurinfo.tg

Changement climatique

LE TOGO ACCÉLÈRE LE PAS

Le Togo franchit une nouvelle étape décisive dans sa lutte contre les changements climatiques avec le lancement officiel, le 1er juillet 2025, du processus d'élaboration des Plans de développement régionaux (PDR) intégrant pleinement les enjeux climatiques. Cette initiative, pilotée par le ministère de l'Aménagement et du Développement des territoires, vise à harmoniser la planification territoriale autour des défis liés au climat.

Le chantier majeur est le fruit d'une volonté politique forte du gouvernement, qui place la gestion climatique au cœur de ses priorités de développement. Une avancée institutionnelle qui s'inscrit dans la continuité de l'actualisation du Plan national d'adaptation aux changements climatiques (Pnacc) lancé en décembre 2024.

Des actions concrètes financées et validées

En février 2025, le Plan d'adaptation et de gestion du Lac Togo a été validé, avec un budget conséquent de plus de 305 milliards de francs CFA destiné à la surveillance et à la restauration écologique, protégeant ainsi les populations vulnérables aux aléas climatiques.

Par ailleurs, depuis le 25 mars 2022, le gouvernement a engagé un projet clé : le renforcement des capacités nationales et régionales pour une gestion efficace des risques climatiques.

D'une durée de 36 mois, ce programme, soutenu par le Fonds vert climat et la FAO à hauteur de 1,5 milliard de francs (2,5 millions de dollars), vise à moderniser les outils de gestion des risques et à renforcer la résilience des communautés face aux événements climatiques extrêmes.

Campagne de reboisement, une priorité nationale aux résultats tangibles

En parallèle des actions de planification et de gestion, le gouvernement intensifie sa politique de reboisement, véritable levier de lutte contre le changement climatique. En 2024, plus de 9 millions de plants ont été mis en terre sur 11 544 hectares, avec plus de 21 millions de plants mobilisés au total pour couvrir 125 532 hectares. Ces chiffres témoignent d'une mobilisation croissante des autorités et des citoyens pour préserver l'environnement. L'objectif affiché est ambitieux : porter la couverture forestière à 25 % du territoire national et planter 1 milliard d'arbres d'ici 2030.

Pour encourager l'engagement, des prix sont remis aux meilleurs reboiseurs dans les différentes régions, un signe clair de la valorisation des efforts collectifs.

Des financements internationaux au service de la résilience

En février 2025, le Togo a obtenu un financement de près de 25 mil-

lions de dollars US (plus de 17 milliards de francs) du Fonds vert climat, destiné à un projet quinquennal renforçant la résilience des communautés vulnérables, notamment grâce à la modernisation des systèmes d'alerte rapide et d'hydrométrie. Cette action s'inscrit dans la politique gouvernementale 2020-2025, qui considère le développement durable comme une priorité nationale.

Par ailleurs, le cadre législatif solide soutient les efforts. En mars 2025, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une loi-cadre sur la lutte contre les changements climatiques, offrant au gouvernement un socle juridique renforcé pour piloter efficacement ses politiques d'adaptation et de réduction des émissions. Cette loi confirme l'engagement clair du président du Conseil et du gouvernement en faveur de la protection climatique nationale.

Le Togo, par ses nombreuses initiatives concrètes, confirme son rôle de leader régional dans la gestion des risques climatiques. Qu'il s'agisse de plans régionaux d'adaptation, de campagnes de reboisement ou de projets financés à grande échelle, le pays mérite pleinement le crédit de bâtir un avenir plus résilient, durable et inclusif pour toutes ses populations.

Climat

UNE LICENCE POUR FORMER LES PROTECTEURS DE L'OZONE AU TOGO

Le Togo a célébré, lundi 15 septembre, la 38e Journée internationale de la protection de la couche d'ozone, placée cette année sous le thème : « De la science à l'action

climatisation.

Dans leurs allocutions, les ministres de l'Enseignement technique, de l'Enseignement supérieur et de l'Environnement ont unanimement



insisté sur l'importance de la coopération et de la formation pour garantir une meilleure protection de la couche d'ozone. Le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage a rappelé, à cette occasion, que la protection de la couche d'ozone est indissociable de

la lutte contre le changement climatique. Il a annoncé le lancement, dès cette rentrée, d'une licence professionnelle en froid et climatisation, fruit d'une synergie avec l'Enseignement supérieur, afin de former des formateurs qualifiés capables d'accompagner la transition énergétique et environnementale.

De son côté, la Directrice de l'Environnement, Mme Méry Yaou, a exprimé ses appréciations vis-à-vis de l'engagement des différents partenaires et souligné la responsabilité collective des institutions, des entreprises et des citoyens dans la préservation de ce « bouclier vital ». Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a, pour sa part, rappelé les progrès réalisés par le Togo dans le cadre du Protocole de Montréal, notamment l'élimination des CFC, la réduction des HCFC et la mise en œuvre de l'amendement de Kigali. Il a insisté sur la nécessité de renforcer la recherche et la formation afin d'adopter des technologies respectueuses de l'environnement.

Au-delà des discours, la célébration de cette journée a été l'occasion de réaffirmer l'engagement du gouvernement togolais à intégrer pleinement les questions environnementales dans ses politiques de développement et à sensibiliser davantage la population sur les gestes quotidiens favorables à la préservation de la couche d'ozone.

Source : afreepress.net

Le Messager

Togo

MARGUERITE GNAKADÉ ENTENDUE PAR LES SERVICES COMPÉTENTS

L'ancienne ministre de la Défense, Marguerite Gnakadé, a été interpellée tôt le mercredi 17 septembre 2025 à son domicile de Lomé, lors d'une opération menée par les forces de sécurité. Selon plusieurs sources concordantes, l'intervention s'est déroulée en toute discrétion, en présence de quelques proches, avant que l'ancienne ministre ne soit conduite sous escorte vers les locaux des services compétents pour être entendue.

Depuis plusieurs mois, Marguerite Gnakadé s'est illustrée par des prises de position particulièrement virulentes à l'égard du pouvoir en place. Dans plusieurs déclarations publiques, elle a dénoncé ce

qu'elle qualifie de dérives dans la gouvernance actuelle et a appelé à la démission du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Cette posture critique est jugée inédite pour celle qui fut la première femme à occuper le portefeuille stratégique de la Défense et qui a longtemps incarné la loyauté à l'appareil d'État.

Des informations qui circulent dans les milieux sécuritaires, bien que non encore confirmées officiellement, font état de soupçons pesant sur elle concernant d'éventuels liens avec des figures de l'opposition en exil. Elle serait également suspectée d'avoir tenté d'encourager la désobéissance au sein des

forces armées, un fait considéré comme particulièrement sensible dans le contexte actuel. Certaines sources vont plus loin et évoquent des actes pouvant mettre en péril la cohésion et la stabilité de l'institution militaire.

Si ces allégations se révélaient fondées, elles pourraient être qualifiées de délits graves au regard de la législation en vigueur. Les auditions se poursuivent pour déterminer la réalité des faits qui lui sont reprochés, et les jours à venir devraient permettre de mieux comprendre les véritables motifs de cette interpellation, dont les répercussions politiques pourraient être significatives.



Au moment où nous écrivons ces lignes, Marguerite Gnakadé est toujours à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ), contrairement aux informations distil-

lées sur les réseaux sociaux et qui font état de ce qu'elle serait reconduite à son domicile sous haute surveillance.

LM

Togo – le retour de RFI et France 24 toujours en suspens

LES RAISONS...

Trois mois après la décision de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) de suspendre RFI et France 24, les deux chaînes restent absentes du paysage médiatique togolais. La mesure, prise le 16 juin 2025, devait initialement durer trois mois. Mais à l'échéance du 16 septembre, rien n'a changé, et plusieurs raisons expliquent ce prolongement tacite.

D'après des informations

termes du nouvel accord. Mais, selon les mêmes sources, l'un d'eux n'a pas obtenu de visa, ce qui a entraîné l'annulation de la mission et repoussé les discussions à une date indéterminée.

Autre point de friction : la demande du gouvernement togolais d'autoriser une radio nationale à émettre en FM en France pour servir la diaspora. Paris n'a toujours pas donné de réponse concrète à

cette requête, se contentant d'indiquer qu'elle était « en cours d'étude », ce qui agace Lomé.

Dans ce contexte mêlant dossiers juridiques, diplomatie et équité dans les échanges, la réouverture des antennes de RFI et France 24 reste compromise. La HAAC, pour sa part, maintient sa position en rappelant que la mesure avait été prise pour préserver l'ordre public et la cohésion sociale, et réaffirme que la liberté de la presse doit s'accompagner d'un sens élevé de responsabilité.

La rédaction

LA CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE REND LES VIES PLUS SÛRES

Comme le dit l'adage, posséder une parfaite santé est un véritable trésor. Justement, le gouvernement togolais ne lésine sur aucun moyen pour assurer le bien-être de la population. À cette fin, il investit fortement dans la Caisse nationale de sécurité sociale. Organisme public chargé de la gestion du régime de sécurité sociale au Togo, la CNSS assure la couverture des risques sociaux. Au fil des années, elle démontre son utilité et son efficacité. Fidèle à sa mission, elle continue cette année encore d'améliorer la couverture médicale.

Dans le cadre de la politique de protection sociale prônée par le gouvernement, la CNSS a procédé, le 9 juillet 2025, à l'extension de la couverture de l'Assurance maladie universelle (Amu) à de nouvelles catégories de bénéficiaires.

Les raisons de l'extension Selon les autorités, cette mesure permettra aux ayants droit de bénéficier d'une carte Amu leur garantissant l'accès aux soins de santé essentiels.

Les nouvelles catégories éligibles concernent les veuves, veufs et orphelins bénéficiaires de pensions de survivants, ainsi que les bénéficiaires supplémentaires déclarés par les assurés actifs (notamment les enfants à charge, les

conjoint non-salariés et les parents dépendants).

Pour faciliter l'accessibilité des bénéficiaires à leurs titres d'assurance, un centre de production de cartes Amu de la CNSS a été ouvert à Aného.

Les responsabilités de la CNSS

Créée en 1973, la CNSS assume plusieurs responsabi-



tés, dont le recouvrement des cotisations sociales. Elle collecte les cotisations auprès des employeurs et des travailleurs, puis gère les fonds collectés en veillant à leur bonne utilisation.

Le taux global de cotisation est fixé à 21,5 %, réparti entre l'employeur (17,5 %) et le travailleur (4 %). L'employeur contribue notamment aux prestations familiales (6 %), aux risques professionnels (1,5 %) et à une partie des pensions de vieillesse (12,5 %). La CNSS assure également le paiement des prestations sociales (pensions, allocations, etc.) aux bénéficiaires.

Le projet de l'Amu Déployé en janvier 2024, il est géré conjointement par

l'Institut national d'assurance maladie (Inam) et la CNSS. En seulement six mois, il a permis de couvrir 800 000 personnes, soit une augmentation de 50 % par rapport aux 470 000 Togolais qui bénéficiaient déjà des prestations de l'Inam. La CNSS en chiffres, c'est une prise en charge pour un nombre croissant de per-

sonnes.

En 2017, on comptait 11 362 employeurs et 147 294 assurés. En 2018, ils étaient 14 844 employeurs et 166 340 assurés. La progression s'est poursuivie : en 2021, on enregistrait 21 720 employeurs et 213 645 assurés. En 2022, le nombre d'employeurs atteignait 24 024 et celui des assurés 303 065, signe d'une belle évolution et d'un engagement fort des pouvoirs publics.

La CNSS œuvre pour garantir l'accès aux soins de santé et la sécurité du revenu des assurés. Elle contribue à généraliser la couverture médicale et sociale au profit de l'ensemble de la population salariée du secteur privé et de leurs ayants droit.



proches du dossier, le premier obstacle est d'ordre juridique. La convention qui liait RFI au Togo n'a pas été renouvelée depuis son expiration en novembre 2022. Ainsi, depuis cette date, la radio internationale émettait sans base légale dans le pays. La reprise de ses programmes passe donc par la signature d'un nouvel accord, toujours en discussion.

À cela s'ajoute un volet diplomatique. Deux représentants de France Médias Monde, maison-mère de RFI et France 24, devaient venir à Lomé pour négocier les

Mango

LE SÉNATEUR NOËL DEPOUKN FAIT DON DE 100 TABLES-BANCS ET DU MATÉRIEL DIDACTIQUE POUR UNE VALEUR DE PLUS DE 5 MILLIONS FCFA

La ville de Mango a accueilli une importante cérémonie de remise de don couplée d'un hommage au Président du conseil, le mercredi 17 septembre 2025. S'agissant du don, il a été offert par le sénateur Noël Depoukn, et remis au nom des cadres de la préfecture de l'Oti avec l'onction du président du conseil Faure Essozimna Gnassingbé.

Composé de 100 tables-bancs et de matériel didactique comprenant des cartons de rames de papier, des boîtes de craie, des ensembles géométriques, des stylos de différentes couleurs, des règles et des cahiers pour une valeur de plus de cinq millions (5 000 000) FCFA, ce

don permettra aux établissements scolaires de la préfecture d'effectuer une bonne rentrée, et vient en soutien aux déferentes autres initiatives prises par le gouvernement pour une année scolaire réussie.

À cette occasion, le sénateur et sa délégation ont prodigué des conseils à la jeunesse, en particulier aux élèves de l'Oti, sur l'usage des réseaux sociaux. Noël Depoukn a invité les jeunes à abandonner l'usage abusif de ces outils et à se concentrer sur leurs études qui leur garantissent un avenir plus sûr. « C'est à travers vos études que vous pourriez assurer la relève de demain », a-t-il lancé aux élèves en présence des



parents et des enseignants. Il a également encouragé ces derniers à continuer dans leur engagement

pour contribuer à la construction du Togo d'aujourd'hui et de demain. L'autre temps fort de cette cérémonie a été des applaudissements nourris de la population venue nombreuse pour exprimer sa gratitude au président du

gion. Les bénéficiaires ont également tenu à remercier le sénateur pour son engagement constant aux côtés du gouvernement afin de soutenir l'éducation dans la préfecture.



conseil Faure Essozimna Gnassingbé pour la nomination d'un fils de la Savane, précisément de l'Oti, M. Stanislas Bamouni Baba, en tant que premier ministre du gouvernement de la cinquième République. Pour la population, cette nomination est une marque de confiance et un honneur pour toute la ré-

« M. le sénateur au nom des bénéficiaires, je voudrais vous dire merci, pour votre engagement permanent aux côtés de nous les apprenants de la préfecture de l'Oti.

Nous vous promettons, travail, assiduité pour qu'en fin d'année la préfecture ait de bon résultats », a déclaré l'un des porte-pa-

OCDE-OTR

LOMÉ AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE FINANCIÈRE

Un an après la première édition, l'Académie francophone de l'OCDE sur la délinquance fiscale et financière a ouvert ce lundi à Lomé, sa deuxième session de formation. Organisée en partenariat avec l'Office togolais des recettes (OTR), la rencontre réunit des participants venus de 17 pays d'Afrique et des Caraïbes.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances, Stéphane Kpowbie Tchasso Akaya, représentant le ministre, en présence du commissaire des douanes et droits indirects, Atta-Kakra Essien, et de Mme Mona Klein, responsable des formations à l'OCDE.

Cette rencontre, qui fait suite à la session inaugurale tenue du 16 au 20 septembre 2024, confirme « la vitalité et la continuité de l'engagement commun à renforcer les capacités, harmoniser les pratiques et intensifier la coopération dans la lutte contre la criminalité financière », a souligné M. Akaya à l'ouverture des travaux. Il a rappelé que face aux défis liés à la délinquance financière, aucun pays ne peut agir isolément et que l'efficacité repose sur la force de la collaboration internationale.



Mme Mona Klein a, pour sa part, salué la pertinence de cette académie, qui constitue selon elle, un cadre privilégié de partage d'expériences et de bonnes pratiques dans la lutte contre la fraude et le blanchiment de capitaux. Le directeur de l'Institut de formation fiscale et douanière (IFFD-OTR), Dr Kibalo Bagna, s'est également réjoui du choix du Togo pour abriter cette deuxième session, y voyant « un témoignage de la confiance des partenaires, et singulièrement de l'OCDE, à l'endroit du pays et de ses institutions ». L'Académie francophone de l'OCDE constitue un dispositif de formation destiné aux magistrats, policiers, gendarmes et agents des finances publiques afin de renforcer leur expertise dans la lutte contre la délinquance fiscale, la criminalité financière et le blanchiment de capitaux.

Source : afreepress.net

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 15 AU 22 SEPTEMBRE 2025

ABRAHAM
Agoè Lohopé Kossigan
22 50 10 00

AGOE-NYIVE
Agoènyive, BP 2064
22 25 83 38

AJP-ABOLAVE
Djagblé sur la route d'Abolavé à 50 m de la CEET Djagblé
93506360

ALTA
Agoè Anonkui Route Mission Tové en face du Centre Culturel Loyola
22259447

AMESSIAME
Bd. F H Boigny près du marché de Bè, BP 61720
22 21 49 74

AUORE
Lankouvi, non loin de l'école la Divine Providence
92531293

AVE MARIA
Carrefour CHU Tokoin face station-service BP 80283
22 22 33 01

AVEPOZO
A 600m restaurant Alice, Bè-kome, avépozo, 04 BP 353 Lomé 04
22 27 04 86

AZUR
Apédokoè-Gbomamé, Rte d'Atigan-gomé en face de la station Sanol
90494456

BA-AYETA
Kégué Zogbédi, non loin de la station OANDO après le pont de Kégué
97726969

BON SECOURS
Gblinkomé, BP 80878
22 20 76 30

BONTE
Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en face de la station Sanol
22 50 74 31

DAFEANNE
Agoè-Sogbossito, Route reliant le contournement au Camp GP, à 3ààm de l'espace de loisir privilège plus
70776942

DE LA CONFIANCE
Rue de la chance, face GTA, Agbalépédo, BP 8574
22 42 46 81

DE L'EDEN
Route d'Anèho, face à la cité Ba-guida
70 42 13 98

DE LA LIBERATION
199 avenue de la libération, tokoin trésor, BP 12045
22 22 25 25

DE LA VICTOIRE
Avédji Wéssomé, voie douane Adidogomé-carrefour Limousine (Après les rails)
70 45 74 92

DE L'ESPERANCE
Rue de l'ogou, en face du lycée fran-

caise nyékonakpo, BP 719
22 21 01 28

DEO GRATIAS
Rue de l'ocam, derrière siège Eco-bank, kotokoukondji, BP 1128
96 28 57 13

DES ORCHIDEES
A côté de l'hôtel LEO 2000, anomé, BP 2015
22 51 30 40

DIVINA GRACIA
Agoè fiovi, rond point Cool Catche
93 83 91 00

DU CENTRE
46, Rue de la Grace assivito, face ex-château, BP 373
22 21 83 30

DU PEUPLE
PRES MARCHÉ NKAUFU CERFER
22 26 84 22

ECLAIR
Rue avénou, bè ahligo, BP 81297
22 22 75 11

ELEMAWUSSI
Adétikopé, Médina, Nationale N°1, avant PIA (Plateforme Industrielle)
92 34 06 80

ELI-BERACA
Bd. Du 30 Août, imm ; SIKOVIC Adidogomé, 04 BP 96
99911342

EVA
Sanguéra, non loin de T'OIL
92163232

FIDELIA
Rue des premiers passages des bœufs, route d'Attiegou, Bè-kpota, BP 30446
22 71 95 95

GRATITUDE
Grand contournement non loin du carrefour avinato à 100m de la clinique OASIS
92 18 94 85

GROUPE C
Agbalépédogan, face Clinique la Victoire non loin de l'EPP Groupe C
99 98 20 87

JAHNAP
Rue 16, Imm 337, Afiao Gagli, Djid-jolé, BP 81221
22 51 22 86

JEANNE D'ARC
Sur l'ancienne route d'Anèho, BP 368
22 22 08 01

LA MAIN DE DIEU
Agoè nouveau marché, vers le camp de police
22 52 77 55

LA NOUVELLE TULIPE
Rte de Mission-Tové, près de la Station CAP Agoè-légbassito
99 47 00 70

LA PROSPERITE
Bd. Eyadéma, Angle rue kokoté, BP 80272 Lomé 08
96 80 09 91

LA RÉFÉRENCE

Route de Kpalimé, Adidogomé Assiyé à côté du bar Madiba
96 80 09 96

LE ROCHER
Agoè Zongo, sur la nationale N°1, près du terrain de jeu de Golf
92 30 06 56

LUMIERE
Rond-Point Caméléon, Cacavéli, BP 225
70 43 15 49

MADINA
WUITI en face de la cité de la CNSS à côté de l'UTB Novissi
91 18 33 33

MAWULE
Bd. De l'Oti, rue 54, Rond-Point, Bè-Gakpoto, BP 4908
22 27 11 21

NOTRE DAME
Rue Assiyéyé Hédzranawoé, BP 363
22 42 74 04

PRINCIPALE
Rte d'Anèho Kpogan Yovo Kopé
90826767

SAINT PHILIPPE
Zanguéra, Route Lomé-Kpalimé, près de la station de service OANDO
90 67 33 24

SAINT PIERRE
88, boulevard du Haho, Hédzranawoé Sagboville, BP 30717
22 26 19 73

SAINT SYLVESTRE
Sanguéra, Quartier Sanyramé, non loin du rond-point Sanyramé
93515198

SAINTE RITA
Rue de France, face Hôtel Sana, Doulassamé, BP 10046
96 80 09 70

SALA HOUBEIDA
Kélégougou, non loin du rond point O'QUEENS
91911535

SARAH (Adakpamé)
Adakpamé, non du centre de santé d'Adakpamé
70426902

SHALOM
Bd. Faure Gnassigbé, Non loin de l'ancienne Direction des impôts, Agoè Cacavéli
22518760

SIKA
DJAGBLE, Hiheatro à 200m du complexe scolaire la Persévérance, Rte Akakpoe - Gbamakopé
92620651

SOLIDARITE
Route d'avédji, Totsi, BP 8919
96 80 09 76

TCHÉPSON
Face terminal du Sahel, Agoè zongo
96 90 04 64

ZOSSIME
Zossimé, route de Sanguéra près du marché de Zossimé
99 99 80 75

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

Le Messenger, Votre journal préféré dans les kiosques tous les mercredis

Récépissé N° 259 / 21 / 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication

Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59

E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

Lutte contre le terrorisme

LOMÉ VA ACCUEILLIR UNE RENCONTRE DE LA COALITION ISLAMIQUE MILITAIRE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN OCTOBRE PROCHAIN

Lomé va abriter, les 13 et 14 octobre 2025, une rencontre stratégique entre les autorités togolaises et la Coalition Islamique Militaire de Lutte contre le Terrorisme (CIMCT). Cette initiative, placée sous le signe du soutien opérationnel et logistique, vise à renforcer les capacités des unités de lutte contre le terrorisme au Togo.

La rencontre verra la présence du ministre de la Défense, du chef d'état-major général des Forces armées togolaises, ainsi que le général de division Mohammed

bin Saeed Al-Moghedi, secrétaire général de la CIMCT, selon le programme qui a été porté la connaissance de notre rédaction. Des représentants des institutions militaires et sécuritaires ainsi que des organisations de la société civile seront également présents.

Au cœur des échanges, la montée en puissance des groupes terroristes armés, qui se caractérise par un accès accru à des armes sophistiquées et la diffusion d'idéologies extrémistes sur différentes plateformes.



Face à ces défis, la CIMCT va présenter durant les deux jours de rencontre, une stratégie visant à doter les pays membres de moyens militaires modernes, à améliorer la logistique de prépa-

ration et à renforcer la coordination entre acteurs sécuritaires.

Ce programme selon les informations devrait prévoir, notamment l'identification des besoins spécifiques des

pays membres, afin d'apporter un soutien ciblé en équipements militaires, en technologies de pointe et en assistance logistique. L'objectif est de mieux préparer les forces armées et de sécurité à contrer les menaces terroristes, le sabotage et les crimes transnationaux, tout en respectant la souveraineté des États concernés. Les discussions vont également insister sur la nécessité d'adopter les meilleures pratiques et normes internationales, pour assurer une réponse coordonnée et efficace face à l'évolution rapide des menaces.

Avec cette initiative, le Togo pourra renforcer son partenariat avec la CIMCT et confirmer son engagement à protéger son territoire et ses populations contre l'extrémisme violent.

La rédaction

Chaînes de valeur

UNE STRATÉGIE INTÉGRÉE POUR TRANSFORMER L'AGRICULTURE TOGOLAISE

Le Togo vit aujourd'hui une véritable mutation agricole. Pendant longtemps, l'économie du pays a reposé sur l'exportation brute de matières premières, laissant la majeure partie de la valeur ajoutée à l'extérieur de ses frontières.

dent du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, des chaînes de valeur agricoles structurées voient le jour, intégrant toutes les étapes de la production à la transformation, en passant par la commercialisation et l'exportation.

leure sécurité alimentaire. C'est un changement qui repose sur une stratégie qui mobilise les acteurs publics, privés et coopératifs autour de filières ciblées comme le soja, le coton, le café, le cacao, le riz ou encore certaines cultures vivrières

exemplaire cette ambition. Autrefois destiné presque exclusivement à l'exportation brute, il est désormais au cœur d'un plan de transformation locale. La production nationale, qui s'établissait à des niveaux modestes il y a quelques années, a atteint environ 260 000 tonnes lors de la campagne 2023-2024.

L'objectif fixé par les autorités est d'atteindre 350 000 tonnes en 2024-2025 et de franchir le cap des 500 000 tonnes en 2025-2026. Pour sécuriser les revenus des agriculteurs, le gouvernement a instauré un prix plancher de 250 francs le kilo pour la campagne 2024-2025, garantissant ainsi une rémunération stable malgré les fluctuations du marché international.

La réussite de cette filière repose aussi sur des investissements industriels majeurs. La Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) joue un rôle déterminant en accueillant des unités modernes de trituration, de production d'huile, de farines et d'aliments pour bétail. En 2023, l'usine de transformation Togo Soja a été implantée au sein de la plateforme pour un investissement de 165 milliards de francs CFA, comprenant deux unités de transformation.

Ce type d'infrastructures permet de transformer la matière première sur place et de capter une part significative de la valeur ajoutée et de générer des milliers d'emplois directs et indirects.

Le maïs, autre exemple

Il fait également l'objet d'une attention particulière. Les initiatives incluent la distribution de semences certifiées, la formation des producteurs aux bonnes pratiques agricoles et la mise en place de circuits de commercialisation plus rémunérateurs.

En juillet 2024, près de 30 000 producteurs de maïs (aux côtés d'autres cultures) ont reçu des kits d'intrants agricoles – semences certifiées, engrais, pesticides – via le programme FSRP financé par la Banque mondiale.

Ce mouvement de transformation agricole s'appuie sur une feuille de route claire, inscrite dans les priorités du plan national de développement. Mécanisation, accès au crédit, formation technique, appui institutionnel, infrastructures industrielles : chaque levier est mobilisé pour renforcer la compétitivité des filières. Le gouvernement joue un rôle de catalyseur, créant un environnement propice aux investissements privés et à l'essor des coopératives.

Pour les populations rurales, les effets se font déjà sentir. La mise en place des prix planchers et la hausse des volumes transformés localement se traduisent par une augmentation des revenus. Les zones industrielles comme la PIA attirent des travailleurs, dynamisent le commerce local et stimulent des activités connexes comme le transport ou la maintenance.



Mais depuis quelques années, une volonté politique affirmée pousse les gouvernants à inverser cette tendance.

Sous l'impulsion du prési-

Cette approche répond à un triple objectif : améliorer durablement les revenus des producteurs, créer de nouveaux emplois à forte valeur ajoutée et assurer une meil-

telles que le maïs, le manioc et l'igname.

La réussite de la filière soja

Le soja illustre de manière

LA DÉCENTRALISATION, UNE DÉMOCRATIE LOCALE ACCEPTÉE PAR CHAQUE TOGOLAIS

La décentralisation au Togo n'est plus un simple concept inscrit dans les textes. Elle est devenue une réalité palpable, vécue chaque jour dans les communautés et acceptée par les populations. L'organisation des dernières élections municipales, six ans après, marque un tournant majeur dans la gouvernance locale. Désormais, les Togolais s'approprient ce processus, voyant en lui une promesse de proximité, de responsabilité partagée et de développement inclusif.

La décentralisation s'est construite sur une histoire jalonnée d'attentes et d'espérances. Pendant longtemps, l'administration centrale assumait seule la charge de l'organisation et de la gestion du territoire. Les élections municipales de 2019, puis celle de juillet 2025, comblent ce vide en confiant aux citoyens le pouvoir de choisir leurs représentants communaux.

C'est une véritable respiration démocratique qui ancre l'idée que la gestion de la cité ne peut être efficace



que lorsqu'elle émane de la base. Pour la seule année 2025, le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (Fact) a vu son enveloppe être portée à 10 milliards de francs, une allocation qui enregistre ainsi une hausse de 42 % par rapport à 2024.

Un processus consolidé par les urnes. Les dernières élections municipales confirment ce fait. Elles ne servent pas seulement à renouveler des mandats, elles renforcent la confiance des populations dans les institutions locales. Chaque scrutin est une pierre

ajoutée à l'édifice d'une démocratie participative, où les citoyens deviennent acteurs et non simples spectateurs de leur destin.

L'Union pour la République (Unir) est le grand gagnant, signe de la pertinence de la politique de développement promue par son président Faure Gnassingbé et les représentants du parti sur le terrain, dans la vie quotidienne des ménages. Unir remporte largement le scrutin avec plus de 75 % des sièges (1 150 conseillers sur 1 527).

Les conseillers municipaux éliront à leur tour les maires des 117 communes que compte le pays. La participation à ces élections est de 55,02 % des électeurs. La dernière fois, en 2019, le taux de participation était de 52,46 %. 2,5 millions d'électeurs se sont rendus aux urnes.

L'adhésion remarquable des populations

Dans les villes comme dans les villages, les populations accueillent la décentralisation comme une opportunité d'améliorer leur existence. Les

élus locaux, désormais légitimes, incarnent la voix des communautés et traduisent leurs préoccupations en projets concrets : réhabilitation des marchés, assainissement, construction de routes et de pistes rurales, éducation de proximité, initiatives de développement économique local...

Le sentiment d'appartenance et de participation citoyenne s'en trouve renforcé. Loin d'être perçue comme une réforme imposée d'en haut, la décentralisation est vécue comme un instrument d'émancipation totale.

Les défis autrefois persistants (ressources limitées des communes, besoins croissants des populations, incapacités des élus locaux, etc.) sont relevés avec brio, grâce aux soutiens de l'État central ainsi que des partenaires techniques et financiers.

La décentralisation au Togo se vit sur le terrain, dans les communes. Le processus est désormais solide, traçant le chemin vers un développement mieux partagé où l'État et les communautés avancent main dans la main.

LE MADE IN TOGO EN TOTALE RÉUSSITE

Le pays franchit une étape décisive dans la valorisation de sa production locale. Le made in Togo s'affirme comme un levier de développement économique, fédérant institutions publiques, entrepreneurs et consommateurs. En 2025, cette dynamique prend une nouvelle dimension, portée par des actions concrètes qui renforcent l'économie nationale tout en cultivant un sentiment profond de fierté identitaire.

Depuis octobre 2020, une lettre circulaire invite toutes les institutions publiques à privilégier les biens et services d'origine togolaise. Cette orientation a été réaffirmée à l'approche du 1er mai 2025 par le ministère du Commerce, qui a une nouvelle fois exhorté à valoriser les produits locaux lors des événements officiels.

Désormais, chaque pause-café, cocktail ou dîner officiel devient une véritable vitrine du savoir-faire togolais, mêlant exigence économique et patriotisme partagé.

Le Mois du consommer local, un rendez-vous annuel incontournable

Chaque mois d'octobre, le Mois du consommer local

constitue un temps fort pour la promotion des produits nationaux. Organisé par le ministère du Commerce en partenariat avec l'Uemoa, il valorise les richesses du terroir à travers des expositions, des ateliers, des panels, des concours et des visites de sites de production. Cette initiative s'inscrit dans la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, visant à renforcer le tissu industriel, à soutenir l'emploi des jeunes et des femmes et à accroître la compétitivité du secteur local.

Les foires

La foire Made in Togo, par exemple, s'impose comme un rendez-vous majeur. La 5^e édition en 2024 avait rassemblé plus de 500 exposants (225 simultanés et environ 300 en rotation), multipliant par cinq le nombre d'exposants de l'édition précédente.

Elle a accueilli environ 20 000 visiteurs. Le coût des stands, réduit de 200 000-300 000 francs CFA à seulement 24 000 francs, a favorisé la participation.

La 6^e édition, organisée du 1er au 10 août 2025 au Cetef Togo 2000, a confirmé cette progression avec 170 exposants et 38 000 visiteurs attendus. L'événement



ment a intégré de nouveaux secteurs tels que le numérique, la mode, la cosmétique, l'agriculture transformée et l'artisanat, tout en renforçant la dimension digitale grâce à la plateforme e-FIL.

Parallèlement, la Foire internationale de Lomé (Fil), 19^e édition en décembre 2024, a accueilli plus de 704 000 visiteurs, un record comparé aux 580 000 en 2023. Avec 1 300 exposants venus de 24 pays, contre 1 200 de 22 pays l'année précédente et 680 rencontres B2B générant 203 promesses de partenariat, l'événement démontre la force et l'attractivité croissante du marché togolais. Parmi les visiteurs, 74,3 % étaient Togolais, suivis du Niger (5,8 %), du Mali (4,3 %) et du Burkina Faso (3,3 %).

Soutien direct aux entreprises, un accompagnement ciblé

Le gouvernement multiplie les actions de terrain pour accompagner les entreprises locales. En mai 2025, une délégation ministérielle s'est rendue à Facam Stairway, saluant la qualité de ses produits et la rigueur de son organisation. En juin 2025, un programme d'appui a été lancé pour 100 jeunes et femmes entrepreneurs labellisés made in Togo, dans des secteurs variés tels que l'agroalimentaire, la cosmétique, le textile et l'artisanat.

Pour garantir l'authenticité des produits locaux, un label officiel made in Togo a été instauré. Attribué après évaluation par un comité interministériel, il assure aux

consommateurs l'origine et la qualité des produits. Une plateforme e-commerce dédiée, soutenue par l'OIF, facilite également la vente sécurisée en ligne. Par ailleurs, la Politique nationale de la qualité, adoptée dès 2019, fixe des normes afin d'aligner les produits togolais sur les standards internationaux.

Une industrie plus compétitive et durable

Au-delà de la promotion du local, la politique vise une transformation structurelle ambitieuse. La Politique nationale de l'industrie, en élaboration avec le soutien du Tony Blair Institute, ambitionne de dynamiser la production manufacturière, créer des pôles de compétitivité, favoriser la transformation locale des matières premières et générer des emplois décents.

La politique made in Togo incarne une véritable vision de souveraineté industrielle et culturelle. En valorisant la consommation locale, en soutenant les entrepreneurs et en structurant l'industrie, le Togo pose les bases d'un développement durable et inclusif. Cette mobilisation collective témoigne de la volonté de bâtir un avenir où la richesse nationale profite pleinement aux citoyens.



C'est la fin des belles vacances
C'est l'école qui recommence
Les jours de fêtes sont partis
Adieux beaux jours si tôt finis
Filles et garçons, pas de tristesse
Vite au travail et sans paresse
A l'école, on s'amuse aussi
Et l'on retrouve tous ses amis

Bonne
rentrée
scolaire!



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg